



GROUPE DE TRAVAIL «Réseaux de communication électronique» COMPTE RENDU N°2

DATE DE REUNION
Lieu de réunion

05/10/2010
GIP

Affaire suivie par : Sébastien NEGRE

PRESENTS :

GIP ATGeRI	PHILIPPE LORIOT	Pierre MACE	Sébastien NEGRE
CONSEIL REGIONAL AQUITAINE	AMANDINE LAFFERRAIRE		
CC MAREMNE ADOUR COTE SUD	MICHAEL COSTY	CHRISTOPHE CARAYON	
CC VAL DE GARONNE	MARIE-CLAIRE FOLLET	FREDERIC PARIZEAU	SYLVAIN THIERRY
SM GIRONDE NUMERIQUE	REGIS GUILLAUME		
CUB	PATRICK MATIGNON		
SYDEC40	MYRIAM TAUZIN		
CA PAU PYRENEES	STEPHANE SCARAMOUCHE		
APEM	LAURENT PLAINECASSAGNE		
CA AGEN	ARNAUD CARRE GAILLE		
CG47	DAVID BELBES	LAURENT BLASCO	

DESTINATAIRES:

LES PARTICIPANTS

1. Ordre du jour

- Méthodologie de Gr@ce
- Démonstration de Gr@ce
- Données opérateurs et gestionnaires
- Discussion

2. Compte rendu

Pierre Macé a introduit la réunion, présentant les ambitions et moyens de ce groupe de travail télécom ainsi que ses objectifs, avant de proposer un tour de table permettant à chacun de se (re)présenter.

Philippe Lorient a ensuite annoncé l'ordre du jour.

→ Méthodologie et démonstration opérationnelle de Gr@ce

Amandine Lafferrairie et Sébastien Negre ont (re)présenté **rapidement la méthodologie de Gr@ce**, condensé de la présentation complète ayant été faite lors de la première réunion de ce même groupe de travail. Ils ont réalisé une démonstration complète de **Gr@ce**, en s'appuyant sur l'exemple du schéma d'ingénierie de la Communauté de communes du Val de Garonne.

La démonstration a permis de suivre les différentes phases de traitement des données :

a) Livraison des données d'entrées (dites GEO) au format Gr@ce : présentation de la structure des trois fichiers GEO

- des fichiers **en cohérence avec le modèle conceptuel de données (MCD) de Gr@ce**, c'est à dire conformes à la structure des tables de linéaires (ARTERE, TRANCHEE) et ponctuels (NŒUD)
- des fichiers au **format shapefile** (ARTERE_GEONŒUD_GEO, TRANCHEE_GEO) en **projection Lambert 93**

Les fichiers ARTERE_GEO, NŒUD_GEO et TRANCHEE_GEO doivent être fournis à la collectivité par son prestataire en charge de la création des plans de récolement.

Un guide méthodologique accompagné de fichiers modèles au format DWG sont mis à disposition des collectivités pour les accompagner dans leur relation avec les prestataires et la définition de leurs livrables. La création des fichiers ARTERE_GEO, NŒUD_GEO et TRANCHEE_GEO se fait à partir de Autocad Map. Le guide méthodologique de Gr@ce propose des paragraphes standards qui peuvent être directement utilisés par les collectivités dans leurs cahiers des charges.

b) Intégration des données dans la base Gr@ce

Après avoir été livrés, les fichiers GEO sont passés dans une "moulinette" (Job Talend SDI) permettant de dispatcher les informations contenues dans les fichiers GEO vers les tables de la base complète Gr@ce. Cette moulinette peut être déployée dans la collectivité. Si celle-ci ne dispose pas des moyens nécessaires en local, les fichiers GEO (nommés ARTERE_GEO, NŒUD_GEO, TRANCHEE_GEO et regroupés dans une archive zip type « nom de la

collectivite ».zip) sont transférés vers la base Gr@ce depuis une page web, accessible sur le site cartogip.fr. La collectivité accède à cette page avec des identifiants et mots de passe qui lui sont propres et fournis préalablement (sur demande) par le Conseil Régional.

NB : Si la collectivité dispose de la base [Gr@ce](#) en local (contenant les données sur son territoire seulement), le transfert se fait par export de fichiers sql vers la base [Gr@ce](#) Régionale.

3) Exploitation des données Gr@ce

Une fois les données intégrées dans la base Gr@ce elles peuvent être exploitées à partir :

- d'outils bureautiques SIG ou de gestion de bases de données spatiales type QGIS ou PGAdmin (si la collectivité dispose en local d'une extraction de la base sur son territoire)
- du viewer web disponible sur cartogip.fr (il suffit à la collectivité de demander un code d'accès au Conseil Régional).

Il est précisé que l'ensemble des logiciels utilisés sont libres (Talend, PostgreSQL/PostGIS, PGAdmin, QGIS) et que les collectivités peuvent disposer localement d'une extraction de la base de données (pour PostgreSQL), sur leur territoire, sur simple demande au Conseil Régional.

→ Discussion

Après la démonstration, plusieurs points ont été abordés par les participants :

S. Thierry (CCVG) : A exprimé le besoin urgent de bénéficier des fichiers modèles au format DWG pour validation du format des nouveaux documents d'ouvrages exécutés (DOE).

R. Guillaume (Gironde Numérique) : Avise les personnes présentes de la plausibilité d'accompagner les prestataires pour une bonne mise en marche du processus.

Sont ensuite abordées les questions de la projection (Les données doivent être fournies en Lambert 93) et de précision géométrique. Un schéma d'ingénierie dont le tracé correspond à de la prospective n'impose pas le même niveau de précision qu'un DOE de travaux. Il faudrait indiquer au(x) prestataire(s) le niveau de précision à atteindre. Ce niveau de précision doit permettre de savoir, à minima, de quel côté de la rue se trouve l'infrastructure. L'installation de plynox dans les tranchées doit permettre un repérage plus facile des infrastructures.

Il est signalé que les DOE reprennent parfois des objets de la voirie qui constituent des points de repère pour le passage des réseaux et aident à repérer les chambres, or ces points de repères (plus ou moins pérennes selon la fréquence des travaux de la collectivité) ne peuvent être repris dans [Gr@ce](#).

P. Matignon (CUB) : souligne l'importance de ces éléments lors d'opération sur le terrain et donc la nécessité d'avoir un lien direct entre les objets géographiques de la base de données et les espaces de stockage de ces fichiers. Aujourd'hui, il semble que les différents acteurs gèrent cette liaison en renseignant, dans leurs bases de données, le lien vers un dossier où sont contenus les documents. Il serait intéressant de trouver un moyen d'intégrer

directement les documents dans la Gr@ce (ex : fichiers DOE dwg, pdf directement consultable depuis le SIG)

A. Carre Gaille (CA Agen) s'interroge sur le format Gr@ce (et notamment les fichiers_GEO), qui pourrait s'avérer contraignant ou limitant pour la collectivité en termes de structuration de données. Il est rappelé que la collectivité n'est pas obligée de remplir l'intégralité des champs définis de manière exhaustive. Néanmoins, il serait pertinent de définir, au sein du groupe de travail, un socle minimal de champs à remplir dans les fichiers_GEO et de reporter ce minimum sur le MCD Gr@ce.

D. Belbes (CG 47) précise que l'important est de définir un cadre de travail commun afin d'obtenir une vision globale des infrastructures (et des besoins) sur le territoire aquitain.

L. Plainecassagne (APEM) précise que la normalisation du format des données et la méthodologie d'agrégation au niveau régional représentent une réelle plus-value pour leur gestion.

L'objectif de Gr@ce est bien de **structurer la donnée publique** concernant les infrastructures de télécommunication afin de pouvoir **échanger entre collectivité** et d'avoir un référentiel commun pour **dialoguer avec les opérateurs**.

Se pose la question de la compatibilité entre Gr@ce et les outils exploités par les opérateurs. On sait que ces derniers n'utilisent pas forcément entre eux ni les mêmes outils, ni les mêmes MCD.

P. Matignon (CUB) souligne qu'il faudrait définir un noyau minimum d'attributs (caractéristiques) communs entre les modèles opérateurs et Gr@ce.

Bien que les objectifs et les outils soient différents entre les collectivités et les opérateurs, il y a un vrai besoin d'échange entre Gr@ce et les outils des opérateurs. Cette question de convergence est prise en compte et des discussions sont ouvertes avec l'opérateur historique pour trouver des solutions de passerelle.

C. Carayon (CCMACS) indique que les opérateurs nationaux sont aujourd'hui, dans une réflexion sur l'interopérabilité entre leurs systèmes d'information. On peut alors imaginer qu'ils s'organisent "pour parler le même langage" et qu'un modèle commun côté collectivité serait bien vu.

Concernant les **misés à jour de Gr@ce** :

Amandine Lafferrairie et Sébastien Negre précisent que nous sommes actuellement plutôt dans une phase de chargement initial de l'outil mais que les méthodes possibles de mise en jour sont d'ors et déjà en cour de réflexion.

Cette réflexion est essentielle pour connaître, par exemple, la date de mise en exploitation par un prestataire (transfert de responsabilité).

Les acteurs présents annoncent des cycles de mise à jour variant entre une mise à jour annuelle pour la CA d'Agen et une mise à jour 3 fois par an pour la CUB. Dans les deux cas les nouvelles données remplacent les anciennes (pas de mise à jour du delta).

Plusieurs participants évoquent le besoin de retours d'expériences sur les procédures de mise à jour des données sur les infrastructures.

La CUB propose de mettre à disposition des exemples de tableaux de bord pour le suivi des différentes phases jusqu'à l'exploitation

Qu'en est-il des autres régions concernant la problématique télécom ?

Un groupe de travail dédié a été créé par l'AVICCA qui peut fédérer les démarches de l'ensemble des collectivités au niveau national. Il faudrait établir un dialogue national entre collectivités et opérateurs afin notamment de dégager un socle commun de modèle de données par type d'infrastructures.

→ La circulaire sur la connaissance des réseaux

- Les zones sensibles constituent un frein pour les collectivités qui ont besoin des informations sur les réseaux pour leurs schémas d'aménagement. D'après ce que l'on peut comprendre de la circulaire, il y a un risque fort de masquage de l'information particulièrement sur les zones urbaines. Le GIP, au travers du groupe de travail PIGMA, a la possibilité de faire passer des messages auprès de ses membres (notamment des SDIS) pour mettre en garde contre une interprétation beaucoup trop large des points sensibles. Les collectivités pourraient s'exprimer sur ce problème via l'Avicca en valorisant leur expérience à manipuler des données sensibles comme elles le font déjà pour les réseaux d'eau et d'assainissement.

→ L'offre FT

- Point sur l'offre France Télécom (connaissance du réseau cuivre boucle locale de l'opérateur historique). Les données vont être commandées par la Région qui souhaite les diffuser aux collectivités (information en cours auprès de l'opérateur historique pour connaître les conditions de diffusion). Ces données sont soumises, au même titre que la connaissance des réseaux, au masquage en zones sensibles. Il serait intéressant de disposer d'un modèle des données fournies.

Ces données ne permettent pas de définir avec exactitude les couvertures de services sur le territoire ; cependant, elles permettent d'observer, de hiérarchiser, de quantifier, et donc de planifier l'intervention des collectivités sur les services apportés à la population

La Région aquitaine rappelle à l'ensemble des acteurs de l'aménagement numérique de son territoire qu'ils disposent d'ors et déjà d'une couverture de service sur l'ensemble du territoire aquitain et que celle-ci est consultable sur le site : **cartes.aquitaine.fr**

Les données représentées restent théoriques, mais toujours plus précises que ce que fourniront les opérateurs. Cependant vous pouvez vous adresser au service THD de la Région aquitaine pour en effectuer une actualisation en fonction de votre connaissance terrain.

A RETENIR

- Besoin éminent de validation du MCD [Gr@ce](#) par rapport aux modèles opérateurs
- Les acteurs présents au groupe de travail doivent exprimer leurs besoins pour qu'ils puissent être portés, au niveau national, tant par le Conseil Régional que par le GIP.
- La question des zones sensibles nécessite de faire passer rapidement des messages pour éviter une interprétation trop large de cette notion.

3. Objectifs identifiés

→ définir au sein du groupe de travail un socle minimal de champs à remplir pour les fichiers d'entrée de [Gr@ce](#)

→ étudier la convergence vers un socle commun entre le modèle de [Gr@ce](#) et les outils des opérateurs

→ définir des procédures pour gérer la mise à jour des données

→ réflexion sur la gestion des documents connexes

4. Conclusion

[Gr@ce](#) propose une méthodologie et des outils permettant de constituer peu à peu un référentiel régional commun des infrastructures de communication électronique. Le groupe de travail va permettre de compléter la méthodologie notamment en proposant une liste d'attributs à remplir et de manière plus large, en s'attachant à répondre aux besoins des collectivités.

Il est primordial de faciliter les échanges entre les collectivités et les opérateurs, d'où un travail à mener pour définir un socle commun et des passerelles d'échanges vers [Gr@ce](#). Aussi, il ne faut pas hésiter à faire passer le message lors d'éventuelles rencontres avec les différents opérateurs.

Enfin la cartographie des services complète celle des infrastructures pour prévoir puis valoriser les projets d'aménagement et le groupe de travail doit donc l'intégrer dans ses

travaux. Néanmoins cette donnée est toujours théorique et ne peut répondre au besoin de connaissance fine du territoire.

La prochaine réunion aura lieu en janvier 2011.

Amandine LAFFERRAIRE
Chargée de mission SIG – THD
Conseil Régional d'Aquitaine
05.57.57.72.43
amandine.lafferrairie@aquitaine.fr

Sébastien NEGRE
Philippe LORIOT
GIP ATGeRi
05.57.82 .40.42.
sebastien.negre@gipatgeri.fr
philippe.loriot@gipatgeri.fr